EVIDENCE

Ottawa, Monday, June 8, 1992

[Text]

The Standing Senate Committee on Transport and Communications, to which was referred the subject matter of Bill C-62, respecting telecommunications, met this day at 4 p.m. to consider the subject matter of the bill.

Senator Donald H. Oliver (Chairman) in the Chair.

The Chairman: I call this afternoon's session of this Senate pre-study of the subject matter of C-62 to order. I would like to welcome to the last day of our hearings officials from the Department of Communications, DOC, and in particular, Mr. Doug MacEwen, Manager, Industry Structure Analysis of the Telecommunications Policy Branches, and Meriel Bradford, the chief negotiator and general counsel of Legal Service.

Meriel Bradford, Assistant Chief Negotiator, Office of North American Free Trade Negotiations - Services, Department of External Affairs and International Trade: Perhaps I could help, Mr. Chairman. I am Meriel Bradford. I am the Assistant Chief Negotiator for Services from the Department of External Affairs and International Trade. My colleague is . . .

Elizabeth Gilhooly, General Counsel, Legal Services, Communications: I am Elizabeth Gilhooly. I am General Counsel, Legal Services, Communications.

The Chairman: Welcome, and I apologize for getting your names and titles mixed up. What we would like to do is have a brief presentation from you on the telecommunications implications of NAFTA.

Ms Bradford: Thank you very much, Mr. Chairman. I am particularly glad to be here because you were indulgent enough to delay this appearance to allow us to complete our meetings in Washington last week, and I appreciate that very much.

Let me say that I have had some experience in working on the free trade agreement. We included in that agreement an annex on telecommunications for the enhanced service component of the industry. Since the free trade agreement came into effect, there have been multi-lateral negotiations carried out in Geneva as part of the Uruguay Round on services, and one important component of that has been the telecommunications sectoral agreement which was released as part of the Dunkel text in December of 1991.

It is within the context of that earlier work, both the free trade agreement annex on telecommunications and the

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le lundi 8 juin 1992

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent des transports et des communications, auquel a été renvoyé le projet de loi C-62 concernant les télécommunications, se réunit aujourd'hui à 16 h pour en étudier l'objet.

Le sénateur Donald H. Oliver (président) occupe le fauteuil.

Le président: J'ouvre officiellement la séance de cet après-midi, qui porte sur notre étude préliminaire de l'objet du projet de loi C-62. J'aimerais souhaiter la bienvenue, en cette dernière journée d'audiences, aux représentants du ministère des Communications, en particulier à M. Doug MacEwen, gestionnaire, Analyse de la structure de l'industrie, Politique des télécommunications, et à Meriel Bradford, négociatrice en chef et avocate générale des services juridiques.

Meriel Bradford, négociatrice en chef adjointe, Bureau des négociations sur le libre-échange nord-américain, Affaires extérieures et Commerce extérieur: Je pourrais peut-être vous aider, Monsieur le président. Je suis Meriel Bradford. Je suis négociatrice en chef adjointe au ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur. Ma collègue...

Elizabeth Gilhooly, avocate générale, services juridiques, ministère des Communications: Je m'appelle Elizabeth Gilhooly. Je suis avocate générale des services juridiques au ministère des Communications.

Le président: Bienvenue. Je m'excuse d'avoir fait erreur sur les noms et les titres. Nous aimerions assister à un bref exposé sur les conséquences de l'ALENA pour le secteur des télécommunications.

Mme Bradford: Merci beaucoup, Monsieur le président. Je suis particulièrement heureuse d'être ici, car vous avez été assez indulgent pour reporter notre comparution pour que nous puissions terminer nos réunions à Washington la semaine dernière. Je l'apprécie énormément.

Permettez-moi de vous dire que je n'en suis pas à mes premières armes en ce qui concerne l'accord de libre-échange. Nous avons inclus dans cet accord une annexe portant sur les télécommunications en ce qui a trait à la composante «service amélioré» de l'industrie. Depuis que l'accord de libre-échange est en vigueur, il y a eu des négociations multilatérales à Genève dans le cadre du *Uruguay Round* sur les services. Un des aspects importants a été l'accord sectoriel sur les télécommunications, divulgué dans le texte de Dunkel en décembre 1991.

C'est dans le contexte de ce travail antérieur—l'annexe sur les télécommunications dans l'accord de libre-échange et les